Suis-je couvert par la *Residential Tenancy Act* (RTA) (loi sur la location à usage d'habitation)?

TRAC
TENANT RESOURCE & ADVISORY CENTRE

Unit #150-900 Howe St
Vancouver, BC V6Z 2M4

1-800-665-1185
tenants.bc.ca

Couvert

Logements locatifs principaux et logements accessoires par exemple, logements loués, maisons et logements au sous-sol.

Logements illégaux
par exemple, les unités qui ne sont pas conformes aux règlements municipaux ou qui ne sont pas enregistrées auprès de la ville.

Sous-locations où vous louez un logement d'un locataire qui déménage temporairement. Les locataires initiaux deviennent votre locateur et vous donnent l'occupation exclusive du logement.[1]

Logement subventionné
par exemple, BC Housing, logement sans but lucratif ou locations privées subventionnées par des programmes comme SAFER.

Logement supervisé[2]
Remarque : Les articles de la RTA qui concernent les invités, l'entrée du locateur et la jouissance paisible ne s'appliquent pas.

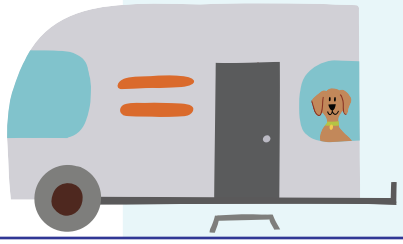
Immeubles et hôtels à chambre individuelle (CI)
s'il s'agit de votre résidence principale et permanente.

Locations verbales ou « implicites »
par exemple, si vous n'avez pas de contrat écrit, mais que vous avez accepté la location dans une conversation. Un contrat de location peut être énoncé par écrit, discuté verbalement ou implicite.

Coopérative d'habitation louée par un membre d'une coopérative à un non-membre.

Maisons mobiles si vous louez à la fois la maison et le terrain sur lequel elles se trouvent.

Unités d'un immeuble en strate louées par un locateur d'immeubles en strates à un locataire, par exemple, copropriétés et maisons en rangée. Également visées par la *Strata Property Act* (loi sur les immeubles en strates).



Non couvert

Location dans laquelle vous partagez une cuisine et/ou salle de bain avec votre locateur.

Les occupants qui ne figurent pas sur le contrat de location, mais qui partagent l'unité avec un ou plusieurs locataires.

Habitation d'étudiant et d'employé fournie par un collège ou une université.

Foyers d'accueil d'urgence et logements de transition.[3]

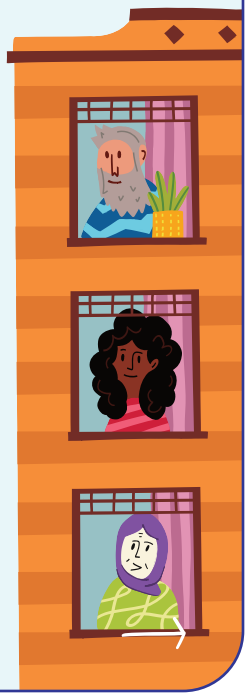
Établissements de santé axés sur le logement qui offrent des services d'accueil et des soins de santé personnels.[4]

Logement fourni pendant les traitements ou les services de réadaptation ou thérapeutiques.[5]

Logement inclus dans l'espace occupé principalement à des fins commerciales et en vertu d'un seul contrat.
par exemple, si vous louez une unité pour une entreprise et que vous utilisez une partie de la propriété pour l'hébergement.

Coopérative d'habitation louée par la coopérative à un de ses membres.

Maisons mobiles si vous louez le terrain mais que vous êtes propriétaire de la maison. Dans ce cas, vous êtes couvert par une loi distincte appelée la *Manufactured Home Park Tenancy Act* (loi sur la location à usage d'habitation dans les parcs de maisons préfabriquées).



Définitions clés

Locateur
Personne ou entreprise qui possède un immeuble et le loue à un locataire.

Cela comprend les gestionnaires immobiliers ou un « agent » embauché par le locateur pour entretenir l'immeuble.

Residential Tenancy Act (RTA)
La loi régissant les droits et les responsabilités des locateurs et des locataires en Colombie-Britannique.

Les locateurs et les locataires visés par cette loi **ne peuvent pas s'y soustraire**.

Residential Tenancy Branch (RTB) (direction générale de la location à usage d'habitation)
Le ministère de la Colombie-Britannique qui applique la RTA et règle les différends entre locateurs et locataires.

Si votre locateur ne respecte pas la loi, vous pouvez présenter une demande de règlement des différends à la RTB.

Pour plus amples renseignements

1 Consultez la ligne directrice 19 de la politique de la RTB pour de plus amples renseignements sur les sous-locations et les occupants.
2 Consultez le règlement sur la location à usage d'habitation (RTR) 2.1 pour voir les définitions sur le logement supervisé.
3, 4, 5 Consultez la ligne directrice 46 de la politique de la RTB pour obtenir des renseignements sur les logements de transition, les établissements de santé axés sur le logement et les logements fournis pendant les services de réadaptation.
6 Consultez les sections D et E de la ligne directrice 27 de la politique de la RTB pour de plus amples renseignements sur la compétence de la RTA dans les réserves et les terres visées par des traités.

Droits des locataires dans les réserves et sur les terres visées par des traités

La RTA s'applique-t-elle aux logements sur les terres de réserve?[6]

Dans la plupart des cas, non. Les Premières Nations et les bandes créent et administrent leurs propres lois sur la location. Les politiques de logement des bandes ne couvrent habituellement que les logements loués à la bande. La RTA ne s'applique pas même si les parties conviennent de l'appliquer ou d'utiliser des formulaires de la RTB.

Exception : En vertu du Règlement sur la location à usage d'habitation de la Nation Squamish, la RTA peut s'appliquer à certaines unités situées sur des terres de réserve appartenant à la Nation Squamish.

Pour de plus amples renseignements sur les droits des locataires dans les réserves, veuillez communiquer avec le Bella Coola Legal Advocacy Program au 250-982-2110 ou la Indigenous Community Legal Clinic au 604-822-1311.

La RTA s'applique-t-elle aux logements sur les terres visées par des traités où les lois sont adoptées par la Nation?

La RTA s'applique avec quelques modifications :
Nation Toquaht
Premières Nations Huu-ay-aht
Premières Nations Ka:'yu:'k't'h'/Che:k'tles7et'h'

La RTA s'applique sans modification :
Yuułu?ił?atḥ (désignée dans l'Accord définitif des Premières Nations Maa-nulth comme la Première Nation Ucluelet)
Uchucklesaht
Nation Tsawwassen
Nation Nisga'a

La RTA ne s'applique pas :
Nation Tla'amin

Le TRAC reçoit l'appui continu des bailleurs de fonds suivants : French

Department of Justice Canada | Ministère de la Justice Canada

Il s'agit de renseignements généraux qui s'appliquent à la Colombie-Britannique, au Canada. Le TRAC ne peut garantir qu'ils sont à jour ou complets. Cette fiche d'information ne constitue pas un avis juridique pour des problèmes juridiques particuliers. Utilisez-la à vos propres risques et consultez un avocat si vous avez besoin de conseils juridiques. V1 July, 2025.